

Références : <https://www.greenpeace.fr/climat-5-points-cles-du-rapport-du-giec/>
<https://jancovici.com/publications-et-co/articles-de-presse/entreprises-un-peu-de-serieux/>

Le 9 août 2021

Le changement climatique n'est plus une menace hypothétique ; c'est une réalité qui se manifeste aujourd'hui, sous nos yeux. Une réalité documentée et étudiée année après année par des milliers de scientifiques, dont les travaux ont été scrupuleusement analysés et synthétisés par le Groupe d'expert-es intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Cet organisme onusien, chargé d'évaluer l'état des connaissances sur l'évolution du climat, ses causes et ses impacts, vient de publier la première des trois parties de son sixième rapport d'évaluation, consacrée aux « éléments scientifiques » sur le dérèglement climatique. Un état des lieux implacable et plus alarmant encore que les précédents. Nous avons résumé pour vous cinq points clés de ce rapport.

1. L'influence humaine sur le climat est un fait établi et indiscutable

Ce n'est pas un scoop. Le [dernier rapport du GIEC](#) confirme ce que pointaient déjà les précédents rapports : il ne fait plus aucun doute que ce sont les activités humaines qui sont à l'origine d'un réchauffement global de l'atmosphère, des océans et des terres. De nouvelles études approfondies et des nouvelles données sont venues étayer nos connaissances sur les liens entre émissions de CO₂ liées aux activités humaines, dérèglements climatiques, phénomènes météorologiques extrêmes et impacts, notamment à l'échelle régionale. Grâce à de nouveaux outils et à des méthodes plus précises, les scientifiques ont pu établir des liens directs entre des événements extrêmes précis, comme la vague de chaleur en Sibérie en 2020, et le dérèglement climatique.

2. Le changement climatique est sans précédent et plus rapide que ce qu'on craignait

Depuis le rapport d'évaluation de 2014, la planète a connu un réchauffement sans précédent : les cinq dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées depuis au moins 1850. Les changements climatiques constatés ces dernières années sont tout simplement inédits dans l'histoire de l'humanité. La hausse du niveau de la mer s'est considérablement accélérée (trois fois plus rapide par rapport à la période 1901-1971), de même que la fonte des calottes glaciaires ([celle du Groënland](#) a fondu six fois plus vite entre 2010 et 2019 que durant la décennie précédente).

3. Des points de basculement aux conséquences imprévisibles risquent d'être atteints

Des changements profonds et à long terme sont déjà à l'œuvre de façon irréversible, souligne le rapport du GIEC : fonte des glaces, hausse des températures et du niveau de la mer, acidification des océans... Mais l'ampleur et la rapidité de ces changements dépend directement des émissions de CO₂ que nous continuons à rejeter. Avec une hausse continue de ces émissions et des températures, [des conséquences jusque-là jugées peu probables ne peuvent être exclues](#). Plus la planète se réchauffe, plus des points de basculement (tels que la disparition de la forêt amazonienne ou de la calotte glaciaire antarctique) risquent de se produire, leur accumulation pouvant avoir des conséquences aussi irréversibles qu'imprévisibles.

4. Il est encore possible de maintenir la hausse des températures sous 1,5°C, mais...

Dans son rapport spécial sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C, publié en 2018, l'organisme onusien estimait que cette limite serait dépassée entre 2030 et

2052, si l'on ne corrigeait pas la trajectoire actuelle. Des études plus récentes démontrent que les délais sont en fait plus serrés : si nous voulons avoir au moins 50 % de chances de limiter le réchauffement à 1,5°C, il ne nous reste plus que 440 Gt de CO₂ à émettre à compter de... 2020. Or, sur la seule année 2019, les émissions mondiales dépassaient 40 Gt de CO₂. En restant sur cette trajectoire, le budget carbone pour limiter la hausse des températures à 1,5°C sera épuisé dès le début des années 2030. Techniquement, l'objectif de +1,5°C reste possible mais, contrairement à ce qu'affirme la ministre française de l'Environnement Barbara Pompili, les données scientifiques démontrent très clairement qu'on ne peut pas se permettre « [d'attendre encore un peu](#) » et « [d'y aller tranquillement](#) », quel que soit le domaine.

5. Inaction et retards ne font qu'augmenter les risques jour après jour

Le GIEC le rappelle encore dans son dernier rapport : les différences entre un changement climatique à +1,1°C (seuil désormais atteint, par rapport à la période pré-industrielle), +1,5°C ou +2°C sont considérables. Même à +1,5°C, [des phénomènes météorologiques extrêmes et inédits sont susceptibles de se produire plus fréquemment et plus intensément](#). Chaque dixième compte. Or, d'après nos analyses, en l'état actuel des politiques (ou de l'absence de politique) climatiques, nous nous dirigeons tout droit vers un scénario catastrophe à +2,9°C. Même si toutes les promesses des gouvernements étaient tenues, avec la mise en œuvre de mesures adéquates, la probabilité de dépasser une hausse de 2°C serait de 80%.

Le mandat du GIEC n'est pas de faire des recommandations politiques ni de prescrire des mesures. Mais le constat sans appel qu'il vient de détailler, basé sur des connaissances et des données scientifiques rigoureuses, devrait faire réagir l'ensemble des responsables politiques. **Il est absolument vital que les gouvernements s'alignent sur un objectif à 1,5°C** et revoient leurs plans en conséquence, notamment à l'occasion de la [COP26 qui se tiendra à Glasgow](#) en novembre.

A la lecture de ce nouveau rapport du GIEC, toute inaction de leur part serait d'autant plus coupable. Déjà [condamné en juin 2021 par le Conseil d'Etat à mettre en place « toutes mesures utiles » pour le climat sous neuf mois](#), le gouvernement français ne prend toujours pas la mesure des enjeux. Il n'a toujours pas révisé son objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre (-40 % d'ici à 2030), alors que l'Union européenne s'est fixé l'objectif de -55 % (qui demeure somme toute insuffisant). Il a fait adopter en plein mois de juillet [une loi « climat et résilience » très peu ambitieuse](#), sans mesure structurante et très insuffisante pour réduire les émissions de gaz à effet de serre à des niveaux satisfaisants. Et il continue de soutenir, avec des fonds publics, les secteurs les plus polluants.

Le gouvernement a pourtant tous les éléments scientifiques sur la table pour agir en connaissance de cause. Il n'a aucune excuse.